

Gelet op het besluit van de regering van de Franse Gemeenschap van 22 maart 2016 tot goedkeuring van het referentiedossier van de afdeling "Aanvullende algemene opleiding met het oog op het behalen van het getuigschrift dat overeenkomt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs" (code 041700S20D3), ingedeeld op het niveau van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 en die 720 lestijden omvat;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 juni 2021 betreffende het referentiedossier van de afdeling "Programmeertecnicius" (code 754105S20D2);

Gelet op het gunstig advies van de Overlegcel van 24 maart 2021, bijeengeroepen met toepassing van artikel 75 van het decreet van 16 april 1991 houdende de organisatie van het onderwijs inzake sociale promotie;

Gelet op de instemming van de Algemene Raad voor de Maatschappelijke Opvoeding van 26 maart 2021;

Overwegende dat de Service Francophone des Métiers et Qualifications bij brief van 29 januari 2021 van de Conseil général de l'Enseignement de promotion sociale in kennis is gesteld van het pedagogisch dossier van de afdeling "Programmeertecnicius" (code 754105S20D2);

Besluit :

Artikel 1. Het referentiedossier van de afdeling "Programmeertecnicius" (code 754105S20D2) alsmede de referentiedossiers van de onderwijsseenheden waaruit deze afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Deze afdeling is ingedeeld op het niveau van het secundair onderwijs voor sociale promotie van de derde graad.

Elf van de onderwijsseenheden die deel uitmaken van deze afdeling zijn ingedeeld op het niveau van het hoger secundair doorstromingsonderwijs, twee onderwijsseenheden zijn ingedeeld op het niveau van het lager secundair doorstromingsonderwijs en één onderwijsseenheid is ingedeeld op het niveau van het hoger secundair kwalificatieonderwijs.

Art. 2. Het bekwaamheidsbewijs dat wordt toegekend aan het einde van de afdeling "Programmeertecnicius" (code 754105S20D2) is het getuigschrift van vakbekwaamheid "Programmeertecnicius" eigen aan het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

Art. 3. De geleidelijke omvorming van de bedoelde bestaande structuren begint uiterlijk op 1 januari 2023.

De in dit besluit genoemde afdeling vervangt de afdeling "Programmeertecnicius" (code 754105S20D1).

Art. 4. Het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs (CESS) wordt uitgereikt aan de student die houder is van het getuigschrift "Programmeertecnicius" specifiek voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie en van het getuigschrift "Aanvullende algemene opleiding met het oog op het behalen van het getuigschrift dat overeenkomt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs" specifiek voor het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie.

Art. 5. Het ministerieel besluit van 17 juni 2021 met betrekking tot het referentiedossier voor de afdeling "Programmeertecnicius" (code 754105S20D2) wordt ingetrokken.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2021.

Brussel, 12 juli 2021.

V. GLATIGNY,

Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/21614]

14 JUILLET 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux délégations de pouvoirs aux fonctionnaires dirigeants de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 janvier 1999 relatif aux délégations de pouvoirs des fonctionnaires de l'Agence wallonne à l'exportation;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juin 1999 portant dispositions administratives et pécuniaires applicables aux attachés économiques et commerciaux de l'Agence wallonne à l'Exportation;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant Code de la Fonction publique wallonne en ce compris ses modifications;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2017 fixant le cadre organique du personnel de l'Agence wallonne à l'exportation et aux Investissements étrangers;

Considérant le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, portant exécution des chapitres 1er, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Considérant l'arrêté ministériel du 4 avril 2019, portant exécution partielle en matière d'internationalisation des entreprises, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Considérant le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Considérant que le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers précise en ses articles 7, § 1^{er}, 4^o, et 11, alinéa 4, que le Gouvernement arrête les délégations de pouvoirs qui sont accordées aux fonctionnaires dirigeants, sans préjudice des compétences réservées au conseil d'administration.

Vu la délibération du conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers en date du 17 juin 2020;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Section 1. — Définitions et principes

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « le décret » : le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers;

2° « Agence » : Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers;

3° « Administrateur général » : l'Administrateur général ou l'Administratrice générale de l'Agence;

4° « fonctionnaires dirigeants » : l'Administrateur général, l'Administrateur général adjoint, les directeurs généraux, les inspecteurs généraux;

5° « membres du personnel » : les membres du personnel statutaire ou contractuel, à l'exclusion des stagiaires;

Art. 2. Lorsque la compétence de décision pour certaines matières est déléguée explicitement par le présent arrêté, la délégation de pouvoirs s'étend :

1° aux décisions qui doivent être prises dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre des matières concernées;

2° aux décisions de nature complémentaire, indispensables à l'exercice de la compétence ou en faisant partie intégrante;

3° à la conclusion de conventions nécessaires.

Art. 3. Les montants prévus dans le présent arrêté couvrent la totalité de la dépense et s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Lorsqu'il s'agit de la souscription à un abonnement, à une revue, à un périodique ou à une banque de données ou lorsqu'il s'agit d'une location (sous quelque forme que ce soit), la dépense couvre le coût annuel de l'abonnement ou de la location.

Section 2. — De l'exercice des délégations

Art. 4. Pendant la durée d'absence ou d'empêchement de l'Administrateur général ou des titulaires des fonctions suivantes, les délégations dont ils sont investis, sont, à défaut de dispositions réglementaires contraires ou de dispositions particulières prises par le titulaire de la fonction, accordées selon l'ordre suivant, en fonction des absences ou empêchements du titulaire de la fonction :

1° à l'Administrateur général adjoint

2° aux Directeurs généraux selon les matières concernées;

3° aux Inspecteurs généraux concernés par la matière visée.

Art. 5. Les supérieurs hiérarchiques d'un membre du personnel investi d'une délégation peuvent, pour quelque cause que ce soit, exercer les délégations octroyées à celui-ci par le présent arrêté.

L'Administrateur général peut demander périodiquement un rapport sur l'exercice des délégations octroyées par le présent arrêté.

CHAPITRE II. — Des délégations respectives de l'Administrateur général, de l'Administrateur général adjoint, des Directeurs généraux et des Inspecteurs généraux

Section 1^{er}. — Des délégations générales

A. Règles générales

Art. 6. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions spécifiques du présent arrêté, délégation est accordée à l'Administrateur général pour engager, approuver et liquider, à concurrence d'un montant de 200.000 EUR, toutes dépenses couvertes par un crédit budgétaire de l'Agence. Il peut, dans cette limite, signer toute ordonnance de paiement, ou tout autre document pour toute dépense relevant des missions de l'Agence. L'Administrateur général est également habilité à effectuer toutes les opérations financières, comptables et budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions dévolues à l'Agence, sans préjudice toutefois des compétences attribuées respectivement au Gouvernement et au Conseil d'administration de l'Agence par le décret.

L'Administrateur général représente l'Agence auprès des organismes financiers. Il délègue les pouvoirs en matière bancaire en Belgique et à l'étranger selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. Sans préjudice des dispositions spécifiques du présent arrêté, délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et liquider, dans le cadre des activités les concernant respectivement, toute dépense imputable au budget de l'Agence :

- Administrateur général adjoint	150.000 EUR
- Directeurs généraux	100.000 EUR
- Inspecteurs généraux	75.000 EUR

B. Constatation des droits à charge de tiers et ordre de paiement

Art. 7. Les titulaires des délégations prévues par le présent arrêté peuvent constater les droits à charge de tiers et ordonner le paiement de dépenses à charge des crédits prévus au budget de l'Agence, dans les limites des délégations conférées.

Section 2. — Des délégations relatives aux « représentations économiques et commerciales à l'étranger »

Art. 8. Délégation est accordée aux titulaires des fonctions suivantes, dans le cadre des activités les concernant respectivement et jusqu'à concurrence des montants repris en regard de leur grade, pour engager, approuver et liquider, toute dépense imputable au budget de l'Agence et relative au fonctionnement des « représentations économiques et commerciales à l'étranger » :

- Administrateur général	200.000 EUR
- Administrateur général adjoint	150.000 EUR
- Directeurs généraux	150.000 EUR
- Inspecteurs généraux	120.000 EUR

Section 3. — Des délégations en matière de subventions

Art. 9. Les subventions gérées par l'Agence sont octroyées par le Ministre fonctionnellement compétent ou par l'Administrateur général conformément aux procédures et dispositions légales, réglementaires ou administratives applicables en la matière.

Délégation est accordée à l'Administrateur général, pour prendre les décisions d'engagement, d'approbation et de liquidation des subventions.

Lorsque l'octroi de la subvention est décidé par le Ministre fonctionnellement compétent, la notification à l'entreprise concernée est faite par l'Agence en mentionnant la délégation octroyée par le Ministre.

Délégation est accordée à l'Administrateur général, à l'Administrateur général adjoint et au Directeur général concerné pour exiger le remboursement de la subvention en cas de non-respect des conditions d'octroi.

Section 4. — Des délégations en matière de lancement, de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Art. 10. En ce qui concerne les marchés publics, pour lesquels l'Agence est le pouvoir adjudicateur, tout membre du personnel titulaire des fonctions mentionnées ci-dessous a délégation, jusqu'à concurrence des montants repris en regard de son grade et selon les matières le concernant pour :

- 1^o procéder au choix du mode de passation du marché;
- 2^o mettre en œuvre les règles de publicités et approuver les différents avis de marché;
- 3^o approuver le cahier spécial des charges (y compris toutes ses annexes) ou le document en tenant lieu et engager la procédure;
- 4^o sélectionner les candidats à un marché;
- 5^o engager, approuver et liquider la dépense à charge du budget de l'Agence;
- 6^o attribuer le marché (en tout ou en partie en cas de marché conjoint ou de marchés à lots);
- 7^o accomplir les actes et formalités relatifs à l'exécution du marché, sans préjudice des compétences attribuées au fonctionnaire dirigeant désigné dans les documents du marché conformément aux dispositions de la réglementation des marchés publics en matière d'exécution;
- 8^o approuver dans le respect de la réglementation applicable, les travaux, services ou fournitures supplémentaires ou complémentaires ainsi que toute autre modification aux clauses et conditions d'un marché vis-à-vis duquel l'Agence est le Pouvoir adjudicateur.

9° renoncer à la passation du marché dans le respect de la réglementation des marchés publics.

	Procédure ouverte, Procédure restreinte Dialogue compétitif, les conventions « in house », les coopérations horizontales non institutionnalisées	Procédure concurrentielle avec négociation, procédure négociée directe avec publication préalable	Procédure négociée sans publication préalable
Services			
Administrateur général Administrateur général adjoint	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Directeur général	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Inspecteur général	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR
Fournitures			
Administrateur général Administrateur général adjoint	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Directeur général	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Inspecteur général	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR
Travaux			
Administrateur général Administrateur général adjoint	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Directeur général	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Inspecteur général	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR

Les montants susmentionnés sont d'application également pour les marchés conjoints de l'Agence.

Conformément au décret, en ce qui concerne les marchés publics pour lesquels l'Agence est le pouvoir adjudicateur, l'accord préalable du Conseil d'Administration est requis pour le lancement de la procédure, l'attribution ainsi que l'exécution du marché si l'estimation du coût de celui-ci est supérieure aux montants maximum de délégation prévus selon chacune des procédures pour l'Administrateur général et l'Administrateur général adjoint de l'Agence pour la passation des marchés publics de services, de fournitures et de travaux de l'Agence.

L'Administrateur général communique à chaque Conseil d'Administration un rapport sur la passation des marchés publics.

Section 5. — Des délégations relatives au personnel

Art. 11. Délégation est accordée à l'Administrateur général pour signer les relevés de versements relatifs aux rémunérations et allocations du personnel de l'Agence, ainsi que pour engager, approuver et liquider les indemnités de personnel et toutes autres dépenses de personnel imputables au budget de l'Agence.

Art. 12. § 1^{er}. Délégation applicable à l'ensemble du personnel

Sur base d'un avis préalable du Directeur des Ressources Humaines, délégation est accordée à l'Administrateur général pour :

1° prendre les décisions générales ou individuelles relatives à la matière des congés annuels de vacances, des congés exceptionnels, des congés de circonstances et des congés à but philanthropique;

2° octroyer des dispenses de service nécessitées par des circonstances de force majeure;

3° octroyer des congés de paternité, des congés parentaux, des congés aux motifs impérieux d'ordre familial, des congés pour interruption de la carrière professionnelle, des congés de citoyenneté, des congés d'accueil en vue de l'adoption ou d'une tutelle officieuse, des congés pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées, des congés pour suivre les cours à l'école de protection civile, remplir les prestations en temps de paix,

4° prendre des décisions relatives aux régimes de travail à temps partiel visés au chapitre XIV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

5° octroyer une mise en disponibilité ou la suspension du contrat pour convenances personnelles;

6° prendre des décisions relatives à la matière des accidents du travail et des maladies professionnelles;

7° prendre des décisions relatives à la fixation de la résidence administrative des membres du personnel;

8° procéder à l'affectation des membres du personnel, sans préjudice de la compétence du Conseil d'Administration en matière de désignation et d'affectation des Attachés économiques et commerciaux;

9° prendre les décisions relatives à l'accomplissement d'un stage ou d'une période d'essai dans un service public ou la présentation d'une candidature aux élections législatives ou provinciales, pour prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité, pour mise à la disposition du Roi, mission, prestations réduites justifiées par des raisons sociales ou familiales ainsi que pour tout autre cas prévu par l'Arrêté du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne;

10° prendre les décisions relatives aux congés politiques;

11° prendre les décisions relatives à la fixation et au paiement du traitement des membres du personnel de l'Agence, en ce compris les allocations exceptionnelles et primes, l'avancement de traitement et l'allocation pour exercice de fonctions supérieures ainsi que le paiement des prestations irrégulières et/ou à titre exceptionnel;

§ 2. délégation applicable au personnel statutaire uniquement

Sur base d'un avis préalable du Directeur des Ressources Humaines, délégation est accordée à l'Administrateur général pour :

1° procéder à l'admission au stage des lauréats désignés par le Service Public Wallonie (SPW) relevant des niveaux A, B, C et D;

2° recevoir les prestations de serment des agents des niveaux B, C et D;

3° nommer à titre définitif les agents des niveaux B, C et D;

4° prendre les décisions relatives à la mutation à la demande de l'agent et à la mutation d'office jusqu'aux grades de rang A5;

5° désigner, dans le cadre des affaires examinées par la chambre de recours, l'agent chargé de défendre la décision contestée;

6° prononcer la mise en disponibilité pour la maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité;

7° prononcer la mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;

8° prendre des décisions relatives à la retraite pour raison d'âge ou à la retraite anticipée des agents;

9° prendre les décisions relatives à la matière des congés de maladie ou d'infirmité hormis les suites à donner aux décisions d'inaptitude physique prises par le Service de santé administratif;

10° prendre les décisions relatives à la fixation d'ancienneté administrative.

§ 3. Délégation applicable au personnel contractuel uniquement

Délégation est accordée à l'Administrateur général pour signer, en exécution des décisions du Conseil d'Administration, les contrats de travail du personnel.

Sur base d'un avis préalable du Directeur des Ressources Humaines, délégation est accordée à l'Administrateur général pour :

1° prendre les décisions relatives à la modification conventionnelle, pour une durée maximale de douze mois renouvelables, des contrats de travail en ce qui concerne la durée des prestations;

2° prendre les décisions relatives à la suspension conventionnelle de l'exécution des contrats de travail.

3° prendre en application de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail, les décisions en matière de licenciement du personnel contractuel et en informer le Conseil d'Administration dans les meilleurs délais.

Art. 13. Conformément aux dispositions de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant les conditions d'engagement et la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, le Conseil d'administration décide de l'engagement d'agents contractuels en Belgique.

Par dérogation à l'alinéa précédent, l'Administrateur général peut pourvoir au remplacement du personnel momentanément absent. Dans ce cas, le contrat ne peut excéder 1 an.

Art. 14. L'Administrateur général communique à chaque séance du Conseil d'Administration l'état des effectifs du personnel de l'Agence.

Section 6. — Des délégations relatives aux missions à l'étranger

Art. 15. En ce qui concerne l'envoi de membres du personnel en mission de courte durée à l'étranger, délégation est accordée à l'Administrateur général à l'égard de l'ensemble des membres du personnel de l'Agence.

Section 7. — Des délégations relatives aux plans de communication

Art. 16. Délégation est accordée à l'Administrateur général d'exécuter les deux plans de communication annuels (public domestique et international) approuvé par le Conseil d'Administration.

Section 8. — Délégation en matière de gestion immobilière, mobilière et de prestation de services

A. Gestion immobilière

Art. 17. Sans préjudice de l'article 10 du présent arrêté, délégation est accordée à l'Administrateur général, dans les limites des crédits budgétaires alloués à l'Agence, pour conclure des baux, et pour aménager et conserver les immeubles ou parties d'immeubles occupés en Belgique par l'Agence à titre de propriétaire, d'emphytéote ou de locataire.B. Gestion mobilière et prestation de services

Art. 18. Sans préjudice des délégations prévues par le présent arrêté, notamment en matière de marchés publics, délégation est accordée à l'Administrateur général pour :

1° la location, l'acquisition et le leasing des biens mobiliers nécessaires au fonctionnement quotidien des services de l'Agence;

2° les contrats de maintenance et d'entretien et de façon générale, tous les contrats ayant pour objet la conservation et la protection du patrimoine de l'Agence, de ses activités et la sécurité des agents;

3° les approvisionnements, à savoir le matériel, le mobilier, les machines, les fournitures de bureau;

4° les consommations énergétiques;

5° la téléphonie et la télécommunication;

6° l'acquisition de logiciels et de matériel informatique de même que l'élaboration et la maintenance évolutive des applications informatiques;

7° les contrats d'assurances;

8° les consultations d'experts dans tous les domaines et sur toute question concernant les missions de l'Agence.

Section 9. — Délégation en matière de partenariat

Art. 19. Délégation est accordée à l'Administrateur général pour procéder à la signature des conventions nécessaires à la mise en œuvre du contrat de gestion et des objectifs approuvés par le Conseil d'administration.

L'Administrateur général communique annuellement au Conseil d'Administration un rapport sur l'exercice de cette délégation.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 20. L'Arrêté du Gouvernement wallon du 7 janvier 1999 relatif aux délégations de pouvoir des fonctionnaires de l'Agence wallonne à l'exportation est abrogé.

Art. 21. Le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juillet 2021.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

ÜBERSETZUNG**ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE**

[C – 2021/21614]

14. JULI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Erteilung von Vollmachten an die leitenden Beamten der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 7. Januar 1999 über die Vollmachtserteilungen der Beamten der Wallonischen Exportagentur;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juni 1999 zur Festlegung von auf die Wirtschafts- und Handelsattachés der Wallonischen Exportagentur anwendbaren verwaltungsmäßigen und finanziellen Bestimmungen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, einschließlich aller Abänderungen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2017 zur Festlegung des Stellenplans des Personals der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

In Erwägung des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

In Erwägung des durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019 abgeänderten Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 4. April 2019 zur Teilausführung im Bereich der Internationalisierung der Unternehmen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017 zur Ausführung der Kapitel 1, 3 und 4 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio;

In Erwägung des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung;

In der Erwägung, dass das Dekret vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen in seinen Artikeln 7 § 1 Ziffer 4 und 11 Absatz 4 festlegt, dass die Regierung über die Vollmachtserteilung beschließt, die den leitenden Beamten gewährt wird, unbeschadet der dem Verwaltungsrat vorbehalteten Zuständigkeiten.

Aufgrund der Beschlussfassung des Verwaltungsrates der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen vom 17. Juni 2020;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft und Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen**Abschnitt 1 — Begriffsbestimmungen und Grundsätze**

Artikel 1 - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Dekret": das Dekret vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

2° "Agentur": die Wallonische Agentur für Export und ausländische Investitionen;

3° "Generalverwalter": der Generalverwalter oder die Generalverwalterin der Agentur;

4° "Leitende Beamte": der Generalverwalter, der beigeordnete Generalverwalter, die Generaldirektoren, die Generalinspektoren;

5° "Personalmitglieder": die statutarischen oder Vertragspersonalmitglieder, mit Ausnahme der Personalmitglieder auf Probe;

Art. 2 - Wenn die Beschlussbefugnis für gewisse Angelegenheiten ausdrücklich durch den vorliegenden Erlass übertragen wird, gilt die Vollmachtserteilung für:

1° die Beschlüsse, die im Rahmen der Vorbereitung und der Durchführung der betreffenden Angelegenheiten gefasst werden müssen;

2° die ergänzenden Beschlüsse, die für die Ausübung der Befugnis unerlässlich sind oder die ein uneingeschränkter Bestandteil dieser Befugnis sind;

3° den Abschluss von erforderlichen Vereinbarungen.

Art. 3 - Die im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beträge decken die Gesamtheit der Ausgaben und verstehen sich ohne Mehrwertsteuer.

Handelt es sich um den Abschluss eines Abonnements, das Abonnieren einer Zeitschrift oder einer Datenbank oder um eine Miete (in jeglicher Form), deckt die Ausgabe die Jahreskosten des Abonnements bzw. der Miete.

Abschnitt 2 — Die Ausübung von Vollmachten

Art. 4 - Während der Abwesenheit oder Verhinderung des Generalverwalters oder der Inhaber der folgenden Funktionen werden die Vollmachten, mit denen sie betraut sind, in Ermangelung anderslautender Rechtsvorschriften oder spezifischer Bestimmungen des Funktionsinhabers in der folgenden Reihenfolge entsprechend der Abwesenheit oder Verhinderung des Funktionsinhabers erteilt:

1° dem beigeordneten Generalverwalter;

2° den Generaldirektoren je nach den betreffenden Themenbereichen;

3° den mit der Materie befasste Generalinspektoren.

Art. 5 - Die Vorgesetzten eines mit einer Vollmacht versehenen Personalmitglieds können - aus welchem Grund auch immer - die Letzterem in Anwendung des vorliegenden Erlasses erteilten Vollmachten ausüben.

Der Generalverwalter kann in regelmäßigen Abständen einen Bericht über die Ausübung der durch den vorliegenden Erlass gewährten Vollmachten anfordern.

KAPITEL II — Die jeweiligen Vollmachten des Generalverwalters, des beigeordneten Generalverwalters, der Generaldirektoren und der Generalinspektoren

Abschnitt 1 — Allgemeine Vollmachten

A. Allgemeine Bestimmungen

Art. 6 - § 1 - Unbeschadet der besonderen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, alle durch Haushaltsmittel der Agentur gedeckten Ausgaben bis zu einem Höchstbetrag von 200 000 EUR einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen. In diesem Rahmen kann er jede Zahlungsanweisung oder jedes andere Dokument für alle Ausgaben im Zusammenhang mit den Aufgaben der Agentur unterzeichnen. Der Generalverwalter ist außerdem befugt, alle Finanz-, Buchhaltungs- und Haushaltsvorgänge durchzuführen, die für die Erfüllung der der Agentur übertragenen Aufgaben erforderlich sind, jedoch unbeschadet der Befugnisse, die der Regierung bzw. dem Verwaltungsrat der Agentur durch das Dekret übertragen werden.

Der Generalverwalter vertritt die Agentur bei den Finanzeinrichtungen. Er überträgt Vollmachten in Bankangelegenheiten in Belgien und im Ausland nach den von ihm festgelegten Bedingungen.

§ 2. Unbeschadet der besonderen Bestimmungen des vorliegenden Erlasses wird den Inhabern der folgenden Funktionen die Vollmacht erteilt, im Rahmen ihrer jeweiligen Tätigkeit Ausgaben zu Lasten des Haushalts der Agentur bis zur Höhe der für ihren Dienstgrad vorgesehenen Beträge einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen:

- Beigeordneter Generalverwalter 150.000 EUR
- Generaldirektoren 100.000 EUR
- Generalinspektoren 75.000 EUR

B. Feststellung von Ansprüchen gegenüber Dritten und Zahlungsanweisungen

Art. 7 - Die Inhaber der in vorliegendem Erlass bestimmten Vollmachten sind berechtigt, innerhalb der Grenzen der übertragenen Vollmachten Ansprüche gegenüber Drittpersonen festzustellen, und die Zahlung von Ausgaben zu Lasten der im Haushaltspunkt der Agentur festgelegten Mittel anzusegnen.

Abschnitt 2 — Vollmachten in Bezug auf die "wirtschaftlichen und kommerziellen Vertretungen im Ausland"

Art. 8 - Den Inhabern der folgenden Funktionen wird die Vollmacht erteilt, im Rahmen ihrer jeweiligen Tätigkeit Ausgaben zu Lasten des Haushalts der Agentur in Bezug auf die Funktion der "wirtschaftlichen und kommerziellen Vertretungen im Ausland" bis zur Höhe der für ihren Dienstgrad vorgesehenen Beträge einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen:

- Generalverwalter 200.000 EUR
- Beigeordneter Generalverwalter 150.000 EUR
- Generaldirektoren 150.000 EUR
- Generalinspektoren 120.000 EUR

Abschnitt 3 — Vollmachten in Bezug auf Subventionen

Art. 9 - Die von der Agentur verwalteten Subventionen werden vom von der Funktion her zuständigen Minister oder vom Generalverwalter nach den einschlägigen gesetzlichen, verordnungsrechtlichen oder administrativen Verfahren und Bestimmungen gewährt.

Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, Beschlüsse zu fassen, um Subventionen einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen.

Wenn der von der Funktion her zuständige Minister die Gewährung der Subvention beschlossen hat, sorgt die Agentur für die entsprechende Mitteilung an das betreffende Unternehmen, unter Verweis auf die vom Minister gewährte Vollmacht.

Dem Generalverwalter, dem beigeordneten Generalverwalter und dem Generaldirektor wird die Vollmacht erteilt, im Falle der Nichtbeachtung der Gewährungsauflagen die Rückzahlung der Subvention zu verlangen.

Abschnitt 4 — Vollmachten in Bezug auf die Ausschreibung, die Vergabe und die Durchführung von Bau-, Liefer- oder Dienstleistungsaufträgen

Art. 10 - In Bezug auf öffentliche Aufträge, für welche die Agentur der öffentliche Auftraggeber ist, ist jedes Personalmitglied, das Inhaber der folgenden Ämter ist, bis in Höhe der neben seinem Dienstgrad angegebenen Beträge und nach den ihn betreffenden Bereichen bevollmächtigt,

1° das Verfahren für die Vergabe des Auftrags zu wählen;

2° die Regeln für die Bekanntmachung des Auftrags umzusetzen, und die verschiedenen Auftragsbekanntmachungen zu genehmigen;

3° das Sonderlastenheft (einschließlich aller Anhänge) oder das Dokument, das Letzteres ersetzt, zu genehmigen und das Verfahren einzuleiten;

4° die Bewerber um einen Auftrag auszuwählen;

5° die Ausgabe zu Lasten des Haushaltsplans der Agentur einzugehen, zu genehmigen und auszuzahlen;

6° den Auftrag zu vergeben (ganz oder teilweise im Falle eines gemeinsamen Auftrags oder eines in Lose aufgeteilten Auftrags);

7° die Geschäfte und Formalitäten in Bezug auf die Durchführung des Auftrags zu erledigen, unbeschadet der Befugnisse, die dem leitenden Beamten zugeteilt werden, der gemäß den Bestimmungen der Regelung über öffentliche Aufträge in Sachen Auftragsdurchführung in den Auftragsdokumenten benannt wird;

8° die zusätzlichen oder ergänzenden Bauarbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen sowie jede sonstige Abänderung der Klauseln und Bedingungen eines Auftrags, für den die Agentur der öffentliche Auftraggeber ist, unter Beachtung der anwendbaren Vorschriften zu genehmigen.

9° unter Beachtung der Regelung in Sachen öffentliche Aufträge auf die Vergabe eines Auftrags verzichten.

	Offenes Verfahren, Beschränktes Verfahren Wettbewerblicher Dialog, In-House-Vereinbarungen, horizontale nicht institutionalisierte Kooperationen	Verhandlungsverfahren mit Aufruf zum Wettbewerb, direktes Verhandlungsverfahren mit vorheriger Veröffentlichung einer Bekanntmachung	Verhandlungsverfahren ohne vorherige Bekanntmachung
Dienstleistungen			
Generalverwalter Beigeordneter Generalverwalter	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Generaldirektor	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Generalinspektor	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR
Lieferungen			
Generalverwalter Beigeordneter Generalverwalter	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Generaldirektor	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Generalinspektor	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR
Bau- und Arbeitsleistungen			
Generalverwalter Beigeordneter Generalverwalter	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Generaldirektor	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Generalinspektor	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR

Die oben genannten Beträge sind auch auf die gemeinsamen Aufträge der Agentur anwendbar.

In Übereinstimmung mit dem Dekret, und was die öffentliche Aufträge betrifft, für welche die Agentur der öffentliche Auftraggeber ist, ist die vorherige Zustimmung des Verwaltungsrats für die Einleitung des Ausschreibungsverfahrens, die Vergabe sowie die Durchführung des Auftrags erforderlich, wenn der veranschlagte Auftragspreis die festgelegten Höchstbeträge der jeweiligen Vollmacht nach dem entsprechenden Verfahren für den Generalverwalter und den beigeordneten Generalverwalter der Agentur in Bezug auf die Vergabe der öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge der Agentur übertrifft.

Bei jeder Versammlung des Verwaltungsrats übermittelt der Generalverwalter einen Bericht über die Vergabe von öffentlichen Aufträgen.

Abschnitt 5 — Vollmachten in Bezug auf das Personal

Art. 11 - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, die Überweisungsverzeichnisse in Bezug auf die Löhne und Zulagen für das Personal der Agentur zu unterzeichnen, und die Personalvergütungen und sonstigen Personalausgaben zu Lasten des Haushalts der Agentur einzugehen, zuzustimmen und auszuzahlen.

Art. 12 - § 1. Auf das gesamte Personal anwendbare Vollmachten

Auf der Grundlage einer vorherigen Stellungnahme des Direktors der Humanressourcen wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt,

1° allgemeine oder individuelle Entscheidungen in Sachen Jahresurlaub, außergewöhnliche Urlaubstage, umstandsbedingte Urlaubstage und Urlaubstage mit philanthropischem Zweck zu treffen;

2° Dienstbefreiungen aufgrund von Umständen höherer Gewalt zu gewähren;

3° Vaterschaftsurlaub, Elternurlaub, Urlaub aus zwingenden familiären Gründen, Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn, Urlaub zur Ausübung staatsbürglicher Rechte, Aufnahmearlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft, Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, Urlaub für die Teilnahme an Kursen beim Zivilschutz, zur Erbringung von Leistungen in Friedenszeiten zu gewähren,

4° Entscheidungen in Bezug auf die Teilzeitarbeitsregelungen im Sinne von Kapitel XIV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zu treffen;

5° eine Zurdispositionstellung oder Aussetzung des Vertrags aus persönlichen Gründen zu gewähren;

6° die Beschlüsse in Sachen Arbeitsunfälle und Berufskrankheiten zu fassen;

7° Beschlüsse in Bezug auf die Festlegung des Amtssitzes der Personalmitglieder zu fassen;

8° die Stellen für die Personalmitglieder zuzuweisen, unbeschadet der Zuständigkeit des Verwaltungsrats in Bezug auf die Benennung und Zuweisung der Wirtschafts- und Handelsattachés;

9° Beschlüsse in Bezug auf Folgendes zu fassen: das Absolvieren einer Probezeit in einer öffentlichen Dienststelle oder die Vorstellung einer Kandidatur bei den Parlaments- oder Provinzialwahlen, verkürzte Dienstleistungen wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit, Dienstbefreiung, um zur Verfügung des Königs gestellt zu werden, Urlaub zur Durchführung eines Dienstauftrags, verkürzte Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen oder sonstige Fälle nach dem Erlass vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

10° Beschlüsse in Sachen politischer Urlaub zu fassen;

11° Beschlüsse in Bezug auf die Festlegung und Zahlung der Entlohnung der Personalmitglieder der Agentur zu fassen, einschließlich der außerordentlichen Zulagen und Prämien, des Gehaltsvorschubs und der Zulage für die Ausübung von höheren Funktionen sowie der Zahlung von unregelmäßigen und/oder außerordentlichen Dienstleistungen;

§ 2. Vollmachten, die nur für das statutarische Personal gelten

Auf der Grundlage einer vorherigen Stellungnahme des Direktors der Humanressourcen wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt,

1° die Zulassung zur Probezeit vorzunehmen für die vom Öffentlichen Dienst der Wallonie benannten Laureaten der Dienststufen A, B, C und D;

2° die Eidesleistungen der Bediensteten der Stufen B, C und D abzunehmen;

3° die Bediensteten der Dienststufen B, C und D endgültig zu ernennen;

4° Beschlüsse zu treffen in Bezug auf die Versetzung auf Antrag des Bediensteten und die Versetzung von Amts wegen, bis zu den Dienstgraden des Rangs A5;

5° im Rahmen der durch die Widerspruchskammer überprüften Angelegenheiten den mit der Verteidigung des angefochtenen Beschlusses beauftragten Bediensteten zu benennen;

6° die Zurdispositionstellung wegen Krankheit oder Behinderung, die nicht zu einer endgültigen Dienstuntauglichkeit führt, aber Abwesenheiten verursacht, deren Dauer über diejenige des Krankheits- bzw. Behinderungsurlaubs hinausgeht, zu verkünden;

7° die Zurdispositionstellung wegen Amtsenthebung im Interesse des Dienstes zu verkünden;

8° Entscheidungen über die Versetzung in den Ruhestand wegen Erreichens der Altersgrenze oder über die vorzeitige Zurrühesetzung zu treffen;

9° Beschlüsse in Sachen Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit zu fassen, mit Ausnahme der Maßnahmen, die als Folge der vom Gesundheitsdienst der Verwaltung gefassten Beschlüsse in Bezug auf eine körperliche Unfähigkeit zu treffen sind;

10° Beschlüsse in Bezug auf die Festlegung des administrativen Dienstalters zu fassen.

§ 3. Vollmachten, die nur für das Vertragspersonal gelten

Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, in Ausführung der Beschlüsse des Verwaltungsrats die Arbeitsverträge des Personals zu unterschreiben.

Auf der Grundlage einer vorherigen Stellungnahme des Direktors der Humanressourcen wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt,

1° im Rahmen von Vereinbarungen und für einen erneuerbaren Zeitraum von maximal zwölf Monaten die Arbeitsverträge in Bezug auf die Dauer der Arbeitsleistungen abzuändern;

2° im Rahmen von Vereinbarungen Beschlüsse über die Aussetzung der Durchführung von Arbeitsverträgen zu fassen;

3° in Anwendung des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge Entscheidungen über die Entlassung von Vertragspersonal zu treffen und den Verwaltungsrat unverzüglich zu informieren.

Art. 13 - In Übereinstimmung mit dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder trifft der Verwaltungsrat die Entscheidungen über die Einstellung von Vertragspersonalmitgliedern in Belgien.

In Abweichung vom vorigen Absatz kann der Generalverwalter jedoch die Ersetzung des zeitweilig abwesenden Personals vornehmen. In diesem Fall kann der Vertrag 1 Jahr nicht überschreiten.

Art. 14 - Bei jeder Sitzung des Verwaltungsrats teilt der Generalverwalter den Personalbestand der Agentur mit.

Abschnitt 6 — Vollmachten in Bezug auf Dienstaufträge im Ausland

Art. 15 - In Bezug auf die Entsendung von Personalmitgliedern ins Ausland für kurze Dienstaufträge wird dem Generalverwalter eine Vollmacht für die gesamten Personalmitglieder der Agentur erteilt.

Abschnitt 7 — Vollmachten in Bezug auf die Kommunikationspläne

Art. 16 - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, die beiden jährlichen vom Verwaltungsrat gebilligten Kommunikationspläne (für die Öffentlichkeit in Belgien und im Ausland) durchzuführen.

Abschnitt 8 — Vollmachten in Bezug auf die Verwaltung von unbeweglichen und beweglichen Gütern und Dienstleistungen

A. Unbewegliche Güter

Art. 17 - Unbeschadet von Artikel 10 des vorliegenden Erlasses wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt, innerhalb der Grenzen der der Agentur gewährten Haushaltsmittel Mietverträge abzuschließen, und die Immobilien und Teile von Immobilien einzurichten und zu erhalten, die die Agentur in Belgien als Eigentümer, Erbpächter oder Mieter benutzt.

B. Bewegliche Güter und Dienstleistungen

Art. 18 - Unbeschadet der in vorliegendem Erlass vorgesehenen Vollmachten, insbesondere in Bezug auf öffentliche Aufträge, wird dem Generalverwalter die Vollmacht erteilt für:

1° die Miete, den Erwerb und das Leasing der beweglichen Güter, die für den täglichen Betrieb der Dienststellen der Agentur nötig sind;

2° die Instandhaltungs- und Wartungsverträge und im Allgemeinen alle Verträge, die auf den Schutz und die Erhaltung der Güter der Agentur und ihrer Aktivitäten, und die Sicherheit der Bediensteten abzielen;

3° die Bevorratung (Material, Möbel, Geräte, Bürobedarf);

4° den Energieverbrauch;

5° Telefon und Telekommunikation;

6° die Anschaffung von Software und Hardware, sowie die Entwicklung und evolutive Wartung der ITK-Anwendungen;

7° die Versicherungsverträge;

8° die Konsultationen von Sachverständigen in allen Bereichen und über jede Angelegenheit, die die Aufgaben der Agentur betrifft.

Abschnitt 9 — Vollmachten in Bezug auf Partnerschaften

Art. 19 - Dem Generalverwalter wird die Vollmacht erteilt, die Vereinbarungen zu unterzeichnen, die zur Umsetzung des Verwaltungsvertrags und der vom Verwaltungsrat gebilligten Zielsetzungen notwendig sind.

Der Generalverwalter erstattet dem Verwaltungsrat jährlich Bericht über die Ausübung dieser Vollmacht.

KAPITEL III — Schlussbestimmungen

Art. 20 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 7. Januar 1999 über die Vollmachtserteilungen der Beamten der Wallonischen Exportagentur wird aufgehoben.

Art. 21 - Der Minister für Wirtschaft und Außenhandel wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 14. Juli 2021

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDS DIENST

[C – 2021/21614]

14 JULI 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de delegaties van bevoegdheden aan de leidend ambtenaren van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investeringen)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investeringen) en de latere wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 januari 1999 betreffende de overdracht van bevoegdheden aan de ambtenaren van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waalse Exportagentschap);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juni 1999 houdende administratieve en bezoldigingsregelingen toepasselijk op de economische en handelsattachés van het "Agence wallonne à l'exportation";

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, met inbegrip van de wijzigingen ervan;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2017 tot vaststelling van de personeelsformatie van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers" (Waals agentschap voor uitvoer en buitenlandse investeringen);

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het ministerieel besluit van 4 april 2019 houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake internationalisering van de ondernemingen, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende tot de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portfolio;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden;

Overwegende dat het decreet van 2 april 1988 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investeringen) in de artikelen 7, § 1, 4°, en 11, vierde lid preciseert dat de Regering bepaalt welke bevoegdheden aan de leidend ambtenaren worden toegekend, onverminderd de aan de raad van bestuur voorbehouden bevoegdheden;

Gelet op de beraadslaging van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" van 17 juni 2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Buitenlandse handel;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Afdeling 1. — Begripsomschrijving en beginselen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet: het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers";

2° "Agentschap": het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Agentschap voor Export en Buitenlandse Investeringen);

3° "administrateur-generaal": de administrateur-generaal of de administratrice-generaal van het Agentschap;

4° "leidend ambtenaren": de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal, de directeurs-generaal, de inspecteurs-generaal;

5° "personnelsleden": de statutaire of contractuele personnelsleden, met uitzondering van de stagiairs.

Art. 2. Wanneer de beslissingsbevoegdheid voor bepaalde materies explicet bij dit besluit overgedragen wordt, heeft de delegatie van bevoegdheden betrekking op :

1° de beslissingen die genomen moeten worden in het kader van de voorbereiding en de tenuitvoerlegging van de betrokken materies;

2° de beslissingen van secundair belang of van bijkomende aard die vereist worden voor de uitoefening van de bevoegdheid of die er noodzakelijk deel van uitmaken;

3° het sluiten van nodige overeenkomsten.

Art. 3. De in dit besluit bedoelde bedragen dekken het geheel van de uitgave en luiden exclusief BTW.

Wordt er een abonnement genomen op een tijdschrift, een periodiek of een databank of wordt er een voorwerp gehuurd (ongeacht de vorm), dekken de uitgaven de jaarlijkse kosten van het abonnement of van de huur.

Afdeling 2. — Uitoefening van de delegaties

Art. 4. Bij afwezigheid of verhindering van de administrateur-generaal of van de titularissen van de volgende functies, worden de delegaties waarmee ze zijn belast, bij gebreke van andersluidende regelgevende bepalingen of bijzondere schikkingen die door de titularis van de functie zijn getroffen, in de onderstaande volgorde toegekend, naar gelang van de afwezigheid of de verhindering van de titularis van de functie:

1° de adjunct administrateur-generaal;

2° de directeurs-generaal volgens de betrokken materies;

3° de inspecteurs-generaal betrokken bij bedoelde materie.

Art. 5. De hiërarchische meerderen van een personelslid aan wie delegatie is verleend, mogen, om welke reden ook, de hem bij dit besluit verleende delegaties uitoefenen.

De administrateur-generaal kan op gezette tijden verzoeken om een verslag over de uitoefening van de bij dit besluit verleende delegaties.

HOOFDSTUK II. — *Respectievelijke delegaties van de administrateur-generaal, de adjunct-administrateur-generaal, de directeurs-generaal, de inspecteurs-generaal*

Afdeling 1. — Algemene delegaties

A. Algemene regels

Art. 6. § 1. Onverminderd de specifieke bepalingen van dit besluit wordt delegatie verleend aan de directeur om elke uitgave, tot een maximum van 200 000 EUR, die door een begrotingskrediet van het Agentschap wordt gedekt, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen. Hij kan binnen deze grens elke betalingsopdracht of elk ander document voor alle uitgaven betreffende de taken van het Agentschap ondertekenen. De administrateur-generaal is tevens gemachtigd alle financiële, boekhoudkundige en budgettaire handelingen te verrichten die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de aan het Agentschap toevertrouwde taken, onverminderd evenwel de bevoegdheden die bij het decreet aan de Regering, respectievelijk aan de raad van bestuur van het Agentschap zijn toegekend.

De administrateur-generaal vertegenwoordigt het Agentschap bij de financiële instellingen. Hij deleert bevoegdheden in bankzaken in België en in het buitenland volgens de procedures die hij vaststelt.

§ 2. Onverminderd de specifieke bepalingen van dit besluit wordt aan de titularissen van de volgende functies, ten belope van de bedragen die naast hun graad worden vermeld, delegatie verleend om in het kader van hun respectieve activiteiten, elke uitgave die toerekenbaar is op de begroting van het Agentschap, vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen:

- Adjunct-administrateur-generaal 150.000 EUR
- Directeurs-generaal 100.000 EUR
- Inspecteurs-generaal 75.000 EUR

B. Vaststellingen van rechten ten laste van derden en betalingsopdrachten

Art. 7. De houders van de in dit besluit bedoelde delegaties kunnen, binnen de grenzen van de verleende delegaties, de rechten van derden vaststellen en de betaling van uitgaven ten laste van in de begroting van het Agentschap opgenomen kredieten gelasten.

Afdeling 2. — Delegaties betreffende de "economische en commerciële vertegenwoordigingen in het buitenland"

Art. 8. De titularissen van de volgende functies krijgen in het kader van hun respectieve activiteiten en ten belope van de bedragen die dat naast hun graad worden vermeld, delegatie om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, die toerekenbaar is op de begroting van het Agentschap en die betrekking heeft op de werking van de "economische en commerciële vertegenwoordigingen in het buitenland":

- Administrateur-generaal 200.000 EUR
- Adjunct-administrateur-generaal 150.000 EUR
- Directeurs-generaal 150.000 EUR
- Inspecteurs-generaal 120.000 EUR

Afdeling 3. — Delegaties inzake subsidies

Art. 9. De door het Agentschap beheerde subsidies worden door de functioneel bevoegde Minister of door de administrateur-generaal toegekend overeenkomstig de desbetreffende wettelijke, reglementaire of administratieve procedures en bepalingen.

Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal om beslissingen te nemen over de vastlegging, goedkeuring en vereffening van subsidies.

Wanneer de toekenning van de subsidie door de functioneel bevoegde Minister wordt beslist, wordt de betrokken onderneming daarvan door het Agentschap in kennis gesteld, met vermelding van de door de Minister verleende delegatie.

Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal, aan de adjunct-administrateur-generaal en aan de betrokken directeur-generaal om de terugbetaling van de subsidie te vorderen indien de toekenningsvooraarden niet worden nageleefd.

Afdeling 4. — Delegaties voor de uitschrijving, de gunning en de uitvoering van overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten

Art. 10. Wat betreft de overheidsopdrachten waarvoor het Agentschap de aanbestedende overheid is, wordt delegatie verleend aan elk personeelslid dat een van de hierna genoemde functies uitoefent, ten belope van de bedragen die naast zijn graad worden vermeld en naar gelang van de materies die hem betreffen om:

1° de wijze van aanbesteding van de opdracht te kiezen;

2° de regels inzake bekendmaking toe te passen en de verschillende aankondigingen van opdrachten goed te keuren;

3° het bijzonder bestek (met inbegrip van alle bijlagen) of het daarvoor in de plaats komende document goed te keuren en de procedure in te leiden;

4° de kandidaten voor een opdracht te selecteren;

5° de uitgave vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen, die toerekenbaar is op de begroting van het Agentschap;

6° de opdracht te gunnen (geheel of gedeeltelijk in geval van gezamenlijke opdrachten of opdrachten die verschillende percelen omvatten);

7° handelingen en formaliteiten te verrichten in verband met de uitvoering van de opdracht, onverminderd de bevoegdheden die overeenkomstig de bepalingen van de regelgeving inzake overheidsopdrachten met betrekking tot de uitvoering zijn toegekend aan de in het bestek aangewezen leidend ambtenaar;

8° overeenkomstig de toepasselijke reglementering, de aanvullende of bijkomende werken, diensten of leveringen en elke andere wijziging van de voorwaarden van een opdracht waarvoor het Agentschap de aanbestedende dienst is, goed te keuren;

9° af te zien van de aanbesteding van de opdracht overeenkomstig de regelgeving inzake overheidsopdrachten

	Open aanbesteding Beperkte aanbesteding Concurrentiegerichte dia- loog, "in house- overeenkomsten", niet geïn- stitutionaliseerde horizontale samenwerking	Mededingingsprocedu- re van gunning door onder- handelingen, rechtstreekse- onderhandelingsprocedu- re met voorafgaande bekend- making	Onderhandelingsproce- dure zonder voorafgaande- lijke bekendmaking
Diensten			
Administrateur generaal Adjunct- administrateur generaal	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Directeur-generaal	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Inspecteur-generaal	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR
Leveringen			
Administrateur- generaal Adjunct- administrateur gene- raal	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Directeur-generaal	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Inspecteur-generaal	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR
Werken			
Administrateur- generaal Adjunct- administrateur gene- raal	221.000 EUR	200.000 EUR	150.000 EUR
Directeur-generaal	150.000 EUR	130.000 EUR	115.000 EUR
Inspecteur-generaal	90.000 EUR	85.000 EUR	75.000 EUR

Bovenstaande bedragen gelden ook voor de gezamenlijke overheidsopdrachten van het Agentschap.

Overeenkomstig het decreet is, voor overheidsopdrachten waarvoor het Agentschap de aanbestedende dienst is, de voorafgaande toestemming van de raad van bestuur vereist voor het inleiden van de procedure, de gunning en de uitvoering van de opdracht indien de geraamde kosten daarvan hoger zijn dan de maximumbedragen van de delegatie waarin is voorzien in elk van de procedures voor de administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal van het Agentschap voor de aanbesteding van overheidsopdrachten voor diensten, leveringen en werken van het Agentschap.

De administrateur-generaal legt aan iedere raad van bestuur een verslag voor over de aanbesteding van overheidsopdrachten.

Afdeling 5. — Delegaties betreffende het personeel

Art. 11. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal om de betalingsafrekeningen betreffende de bezoldiging en de vergoedingen van het personeel van het Agentschap te ondertekenen en de personeelsvergoedingen en andere personeelsuitgaven ten laste van de begroting van het Agentschap vast te leggen, goed te keuren en te vereffenen.

Art. 12. § 1. Delegatie van toepassing op het hele personeel

Op basis van een voorafgaand advies van de directeur Personeelszaken krijgt de administrateur-generaal delegatie om :

1° algemene of individuele beslissingen te nemen met betrekking tot jaarlijks vakantieverlof, buitengewoon verlof, verlof om bijzondere redenen en verlof voor filantropische doeleinden;

2° vrijstellingen van dienst wegens overmacht toe te staan;

3° vaderschapsverlof, ouderschapsverlof, verlof om dwingende redenen van familiale aard, verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan, verlof om redenen van burgerschap, verlof wegens adoptie of wegens onofficiële voogdij, verlof om zich kandidaat te stellen voor verkiezingen van bepaalde vergaderingen, verlof om cursussen bij te wonen aan de school van de burgerlijke bescherming, om dienstplicht te vervullen in vredespériode toe te kennen;

4° beslissingen te nemen met betrekking tot de deeltijdse arbeidsregelingen bedoeld in hoofdstuk XIV van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

5° een terbeschikkingstelling of de schorsing van de arbeidsovereenkomst om persoonlijke redenen toe te kennen;

6° beslissingen te nemen in verband met arbeidsongevallen en beroepsziekten;

7° beslissingen te nemen met betrekking tot de vaststelling van de administratieve woonplaats van de personeelsleden;

8° over te gaan tot de aanstelling van de personeelsleden onverminderd de bevoegdheid van de raad van bestuur om economische en handelsattachés aan te wijzen en te benoemen;

9° beslissingen te nemen betreffende het verrichten van een stage of een proeftijd bij een openbare dienst of het stellen van een kandidatuur voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen, voor verminderde prestaties wegens ziekte of gebrekbaarheid, terbeschikkingstelling van de Koning, opdracht, verminderde prestaties gewettigd door

sociale of familiale redenen of wegens persoonlijke aangelegenheid, of voor elk ander geval voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

10° beslissingen te nemen met betrekking tot politiek verlof;

11° beslissingen te nemen met betrekking tot de vaststelling en de betaling van de wedden van het personeel van het Agentschap, met inbegrip van de uitzonderlijke vergoedingen en premies, de weddeverhoging en de vergoeding voor het uitoefenen van hogere functies, alsook de betaling van onregelmatige en/of uitzonderlijke voordelen;

§ 2. Delegatie die alleen van toepassing is op het statutair personeel

Op basis van een voorafgaand advies van de directeur Personeelszaken krijgt de administrateur-generaal delegatie om :

1° de door de Waalse Overheidsdienst (SPW) aangeduide geslaagde kandidaten van de niveaus A, B, C en D tot de stage toe te laten;

2° de eed af te nemen van de personeelsleden van de niveaus B, C en D;

3° de personeelsleden van de niveaus B, C en D in vast verband te benoemen;

4° beslissingen te nemen i.v.m. de mutaties op verzoek van de ambtenaar en met de mutaties van ambtswege van ambtenaren tot de graden van rang A5;

5° in het kader van de door de raad van beroep onderzochte zaken, de ambtenaar aan te wijzen die het betwiste voorstel moet verdedigen;

6° de terbeschikkingstelling wegens ziekte of gebrekkigheid uit te spreken die niet een definitieve dienstongeschiktheid tot gevolg heeft, maar afwezigheden die langer zijn dan het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;

7° de terbeschikkingstelling wegens ambtsontneming in het belang van de dienst uit te spreken;

8° beslissingen te nemen in verband met ouderdomspensionering of vervroegde pensionering van personeelsleden;

9° beslissingen te nemen i.v.m. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid, behalve de gevollen te geven aan de beslissingen die door de Administratieve Gezondheidsdienst worden genomen m.b.t. lichamelijke ongeschiktheid;

10° beslissingen te nemen i.v.m. de vaststelling van de administratieve anciënniteit.

§ 2. Delegatie die alleen van toepassing is op het contractueel personeel

Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal om, ter uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur, de arbeidsovereenkomsten van het personeel te ondertekenen.

Op basis van een voorafgaand advies van de directeur Personeelszaken krijgt de administrateur-generaal delegatie om:

1° beslissingen te nemen met betrekking tot de wijziging bij overeenkomst, voor een hernieuwbare periode van maximum twaalf maanden, van de arbeidscontracten wat de duur van de prestaties betreft;

2° beslissingen te nemen met betrekking tot de conventionele schorsing van de uitvoering van arbeidsovereenkomsten;

3° in toepassing van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, beslissingen te nemen betreffende het ontslag van contractuele personeelsleden en de raad van bestuur daarvan zo spoedig mogelijk op de hoogte te brengen.

Art. 13. Overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden beslist de raad van bestuur over de indienstneming van contractuele personeelsleden in België.

In afwijking van het vorige lid kan de administrateur-generaal voorzien in de vervanging van het personeel dat tijdelijk afwezig is. In dat geval mag het contract niet langer dan één jaar lopen.

Art. 14. De administrateur-generaal deelt op elke vergadering van de raad van bestuur het aantal personeelsleden van het Agentschap mee.

Afdeling 6. — Delegatie betreffende de opdrachten in het buitenland

Art. 15. Met betrekking tot de detachering van personeelsleden in het buitenland voor opdrachten van korte duur wordt delegatie verleend aan de administrateur-generaal ten aanzien van alle personeelsleden van het Agentschap.

Afdeling 7. — Delegaties betreffende de communicatieplannen

Art. 16. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal voor de uitvoering van de twee jaarlijkse communicatieplannen (binnenlands en internationaal publiek) die door de raad van bestuur zijn goedgekeurd.

Afdeling 8. — Delegatie inzake vastgoedbeheer, beheer van roerende goederen en dienstverlening

A. Vastgoedbeheer

Art. 17. Onverminderd artikel 10 van dit besluit krijgt de administrateur-generaal, binnen de grenzen van de aan het Agentschap toegekende begrotingskredieten, delegatie voor het sluiten van huurcontracten en voor de inrichting en de bewaring van de gebouwen of gedeelten van gebouwen die in België door het Agentschap als eigenaar, erfopdracht of huurder worden gebruikt.

B. Beheer van roerende goederen en dienstverlening

Art. 18. Onverminderd de in dit besluit genoemde delegaties, met name op het gebied van overheidsopdrachten, wordt aan de directeur-generaal een delegatie verleend voor :

1° de huur, de verwerving en de leasing van roerende goederen die noodzakelijk zijn voor de dagelijkse werking van de diensten van het Agentschap;

2° de onderhoudscontracten en in het algemeen alle contracten voor het behoud en de bescherming van het patrimonium van het Agentschap, van zijn activiteiten en van de veiligheid van zijn personeel;

3° benodigdheden, d.w.z. uitrusting, meubilair, machines, kantoorbenodigdheden;

4° energieverbruik;

- 5° telefonie en telecommunicatie;
- 6° de aankoop van software en informaticamateriaal alsook de ontwikkeling en het evolutief onderhoud van informaticatoepassingen;
- 7° verzekeringscontracten;
- 8° raadpleging van deskundigen op alle gebieden en over elke vraag betreffende de opdrachten van het Agentschap.

Afdeling 9. — Delegatie inzake partnerschap

Art. 19. Delegatie wordt verleend aan de administrateur-generaal om de overeenkomsten te ondertekenen die nodig zijn voor de uitvoering van het beheerscontract en de door de raad van bestuur goedgekeurde doelstellingen.

De administrateur-generaal brengt jaarlijks aan de raad van bestuur verslag uit over de uitoefening van deze delegatie.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 20. Het besluit van de Waalse Regering van 7 januari 1999 betreffende de overdracht van bevoegdheden aan de ambtenaren van het "Agence wallonne à l'Exportation" (Waalse Exportagentschap) opgeheven.

Art. 21. De Minister van Economie en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 juli 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203601]

15 MARS 2021. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre le programme 08 de la division organique 10 et le programme 02 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, notamment l'article 40;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 24 novembre 2020;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement et de liquidation à l'article de base 43.31 du programme 02 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021, afin de financer des mesures de soutien via un allègement de la fiscalité locale spécifique pour des indépendants et petites entreprises locales relevant de secteurs fortement impactés par la crise sanitaire,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement et de liquidation à concurrence de 21.000 milliers d'EUR sont transférés du programme 08 de la division organique 10 au programme 02 de la division organique 17.

Art. 2. La ventilation des articles de base suivants du programme 08 de la division organique 10 et du programme 02 de la division organique 17 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 est modifiée comme suit :

(en milliers d'EUR)

Article de base —	Crédit initial —		Transfert —		Crédit ajusté —	
	CE	CL	CE	CL	CE	CL
DO 10 01.07.08	89.545	28.555	- 21.000	- 21.000	68.545	7.555
DO 17 43.31.02	0	0	+ 21.000	+ 21.000	21.000	21.000

Art. 3. Le présent arrêté est transmis au Parlement wallon, à la Cour des Comptes, à l'Inspection des Finances, à la Chancellerie du Service public de Wallonie et à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication.

Art. 4. Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mars 2021.

E. DI RUPO

J.-L. CRUCKE

Ch. COLLIGNON